

OLIVIER APPERT

Président, Conseil Français de l'Energie; ancien président, IFP Energies Nouvelles

La récente baisse des prix du pétrole a été spectaculaire, de l'ordre de 50 % en à peine quelques mois, et la question qui se pose est la suivante : est-elle temporaire ou structurelle ? Permettez-moi tout d'abord de reprendre une citation célèbre de mon professeur, André Giraud, ministre de l'Energie et de la Défense dans les années 1980. Il avait coutume de dire que le pétrole est une matière première à fort contenu diplomatique et militaire, avec une valeur fiscale indéniable et, accessoirement, un pouvoir calorifique. Dans ce débat, nous devons tenir compte du fait que le marché pétrolier est lié non seulement aux principes fondamentaux de l'équilibre de l'offre et de la demande, mais également à la géopolitique. Cela vaut plus encore pour le Moyen-Orient.

Commençons par les fondamentaux. J'ai établi la courbe de l'évolution des prix sur les six dernières années. Après la crise des *subprimes* en 2008, le marché s'est redressé mais a été plutôt volatil, avec des hauts et des bas liés à la situation géopolitique et aux fondamentaux économiques. La crise politique en Lybie, les embargos contre l'Iran et les turbulences en Syrie et en Irak ont fait grimper les prix. Mais en parallèle, les incertitudes en Grèce et les économies émergentes ont exercé une pression sur le marché.

Résultat, depuis le début de cette décennie, les prix sont en moyenne restés quasiment stables, dans une fourchette de 95-120 USD le baril de Brent. L'évolution des prix est différente pour les autres matières premières, puisqu'ils ont commencé à baisser au début de cette décennie. Les prix du pétrole ont commencé à chuter en juillet 2014 et certains pays de l'OPEP ont alors demandé une réduction des quotas afin de maintenir les prix. Ce cas de figure s'était présenté à maintes reprises par le passé. Mais, en novembre 2014, l'OPEP a décidé de maintenir sa production et les prix ont chuté de façon spectaculaire. Depuis le début de cette année, les prix se situent dans une fourchette de 40-60 USD le baril.

En fait, depuis le début de cette décennie, le boom du pétrole de schiste, en particulier du pétrole léger de réservoirs étanches (LTO) aux Etats-Unis, a vraiment changé la donne. Cette évolution spectaculaire a été masquée par la chute de la production pétrolière dans certains pays de l'OPEP, pour des raisons géopolitiques, par exemple, en Libye ou en Iran. Tous les deux ans, une nouvelle Norvège a été mise en production aux Etats-Unis, plus particulièrement dans le Dakota du Nord. Les Etats-Unis sont devenus le premier producteur de pétrole, dépassant l'Arabie saoudite et la Russie, et la production de LTO aux Etats-Unis devrait continuer à augmenter.

Parallèlement, la demande suscite quelques préoccupations d'ordre structurel, notamment en ce qui concerne les économies émergentes. Récemment, le FMI a abaissé ses prévisions de croissance économique mondiale. Il est apparu clairement que le marché était suralimenté, de l'ordre de 1-2 millions de barils par jour, comme je l'ai souligné. Chose surprenante, lors de leur réunion en novembre 2014, l'OPEP et les monarchies du Golfe ont décidé de maintenir leur production afin de conserver leur part de marché. Ali Naimi, Ministre saoudien du Pétrole a décrit cette stratégie en des termes on ne peut plus clairs : « Si l'OPEP et l'Arabie saoudite décidaient de réduire leur production, les prix repartiraient à la hausse, mais les Russes, les Brésiliens et les producteurs américains de pétrole de schiste prendraient notre part ».

Cette nouvelle stratégie pose un défi majeur aux pays de l'OPEP. La quasi-totalité des pays producteurs de pétrole ont besoin d'un prix de 70 USD le baril pour équilibrer leur budget. Il s'agit du prix d'équilibre budgétaire, autrement dit le prix du pétrole nécessaire pour équilibrer le budget. Celui-ci est passé de 140 USD pour l'Iran à 70 USD pour le Koweït ; et pour l'Arabie saoudite, il se situe juste en-dessous de 90 USD. Le défi financier est énorme pour la plupart de ces pays, et une réduction significative des dépenses budgétaires pourrait bouleverser les situations politiques et sociales internes. Certains pays pourront faire face à cette situation pendant un certain temps car ils disposent d'énormes réserves financières. C'est le cas de l'Arabie saoudite par exemple, mais des pays tels que l'Iran, le Nigéria, l'Algérie, le Venezuela, l'Irak et la Libye sont fortement impactés.

La décision de l'Arabie saoudite de protéger sa part de marché doit être analysée à la lumière du conflit structurel entre les pays de l'OPEP. Depuis la création de l'OPEP, il y a un conflit d'intérêts entre deux types de pays. D'un côté, les pays avec d'importantes ressources et de petites populations et de l'autre, les pays avec des réserves limitées et d'importantes populations. Les pays du premier groupe sont favorables à des prix raisonnables afin de préserver leurs ressources financières à long terme. Les autres pays préconisent des prix élevés afin de pouvoir faire face à leurs besoins à court terme. Ce conflit d'intérêts entre ces deux types de pays s'est manifesté lors de la réunion de l'OPEP il y a un an. Il se manifestera à nouveau lors de la prochaine réunion de l'OPEP en décembre.

J'ai présenté l'évolution de la production de différents pays de 2011 à 2015, en particulier l'Iran, l'Irak, l'Algérie et la Libye. L'Iran a beaucoup pâti de l'embargo. Dans les mois à venir, après la levée des sanctions, il se peut que l'Iran augmente sa production de 0,5-1 million de barils par jour, ce qui signifie une pression supplémentaire sur le marché. L'Irak a d'énormes ambitions compte tenu de ses vastes ressources, mais les prix bas et les turbulences politiques compromettent les ambitions de ce pays.

L'Algérie, qui a toujours été favorable à des prix élevés, a été fortement impactée par les prix bas dans le contexte du déclin structurel de la production conventionnelle. Il en va de même pour le Venezuela qui se trouve déjà dans une situation financière dramatique. Personne ne peut prévoir ce qui va se passer en Libye, dont la production est mise en péril par la situation politique interne. La récente intervention de l'Arabie saoudite au Yémen montre que la solidarité entre pays arabes sunnites est beaucoup plus importante pour l'Arabie saoudite que la solidarité entre pays de l'OPEP. Le choix de l'Arabie Saoudite est clair.

L'émergence du pétrole de schiste a changé radicalement les règles du jeu sur le marché pétrolier. Vous savez que, pendant les accords d'Achnacarry de 1928 à 1973, le marché pétrolier était contrôlé par les célèbres Sept Sœurs. Après le premier choc pétrolier en 1973, l'OPEP a pris le contrôle du marché pétrolier. L'OPEP était le « *swing producer* », augmentant sa production lorsque le marché était tendu et réduisant les quotas en cas de suralimentation. Aujourd'hui, les Etats-Unis semblent tenir le rôle de « *swing producer* ». La production de LTO a fortement augmenté lorsque le marché était tendu. Bien que la production de LTO soit plus résistante que prévu, elle enregistre une baisse aux Etats-Unis. Il s'agit là d'un nouveau paradigme du marché pétrolier et personne ne sait combien de temps il va durer. Cela dépend de nombreux facteurs, notamment le potentiel réel des réserves de pétrole de schiste, et j'ai hâte d'entendre les commentaires d'Antoine lors de la prochaine présentation.

A l'instar des autres marchés de matières premières, le marché pétrolier est cyclique. Ce n'est pas la première fois que les prix baissent. J'ai établi la courbe de l'évolution des prix au cours des derniers cycles de 1985 à 2008. Le chiffre 100 se réfère à l'indice des prix lorsque les prix ont commencé à baisser. Il s'agit de l'évolution année après année. Après chaque baisse, le prix du pétrole retrouvait son niveau initial en 3-4 ans environ.

Nous pouvons déjà observer les premiers signes de rééquilibrage du marché. Dernièrement, l'Energy Information Administration (EIA) a revu à la hausse ses prévisions pour la demande mondiale. Les prix bas du pétrole soutiennent actuellement la demande. Par exemple, aux Etats-Unis, en septembre 2015, le marché automobile a progressé de 15 % par rapport à l'an dernier, et la croissance est de 30 % pour les SUV. Sous l'effet des prix bas, les compagnies pétrolières ont décidé de réduire leurs investissements de 20-40 % en 2015. Cette tendance se poursuivra l'an prochain, ce qui aura un impact considérable sur la production de pétrole conventionnel et non conventionnel. Nombre de projets conventionnels ont été reportés, voire annulés, et certains considèrent que cela aura un impact de -4 millions de barils par jour en 2020. Malgré sa bonne résistance, la production de LTO ralentit de façon significative. Selon nos prévisions, le marché va se rééquilibrer dans les années à venir, par conséquent l'OPEP et l'Arabie saoudite devraient retrouver leur position sur le marché d'ici la fin de la décennie. Cependant, cette transition se fera-t-elle en douceur ? Ce n'est pas à moi de commenter les différents conflits du Moyen-Orient, dont il a été beaucoup question hier.

En résumé, la baisse des prix du pétrole est due à une évolution structurelle du paradigme du marché pétrolier. L'OPEP a perdu de son influence sur les prix, lesquels sont aujourd'hui fixés quelque part dans le Dakota du Nord. Nous prévoyons toutefois un rebond du marché pétrolier avant la fin de cette décennie. Il se peut que les pays de l'OPEP ou du moins les monarchies du Golfe retrouvent leur position sur le marché, auquel cas, leur stratégie aura été payante.